



HEXAGONE

LA FRANCE EN CHIFFRES

**« Pognon de dingue » :
Comment les Français
veulent-ils dépenser
l'argent public ?**

25 novembre 2024

observatoire-hexagone.org

« Pognon de dingue » : Comment les Français veulent-ils dépenser l'argent public ?

À l'occasion du vote du budget 2025, entre la hausse des dépenses publiques et l'urgence de réduire le déficit et la dette de la France, Hexagone, en partenariat avec l'IFOP, a interrogé 2 000 Français pour leur permettre d'imaginer leur budget idéal et de définir eux-mêmes la répartition des dépenses publiques.

Cet exercice rare offre l'occasion de revenir dans ce dossier sur les grands enjeux des finances publiques et d'évaluer les sacrifices que les Français seraient prêts à consentir pour assainir les comptes publics.

Que retenir ?

- **Niveau des impôts et de la dette font désormais partie des principales préoccupations des Français** : en 2024, la maîtrise des impôts et la réduction de la dette publique dépassent des thématiques historiques comme le chômage ou l'environnement.
- **Et pour cause, la dette et les déficits en France ont explosé ces dernières années** : la dépense publique a dépassé les 1 500 milliards en 2022, dont près de la moitié (680 milliards d'euros) était dédiée aux dépenses de protection sociale. Ces dépenses ne sont pas compensées par les recettes, accentuant le déficit public, qui devrait atteindre 6 % du PIB.
- **Sans surprise, face à des comptes publics inquiétants, la dette gonfle sans pour autant favoriser la croissance** : depuis 2020, la dette publique française a dépassé les 100 % du PIB, atteignant 110,6 % en 2023. Pour autant, la croissance du PIB par habitant reste très faible, seulement 3 % depuis 2017, alors que la dette progresse de 12 points.
- **S'ils pouvaient déterminer leur propre budget national, les Français alloueraient davantage de fonds au régalién, au détriment des dépenses sociales**. Face au choix de dépenser comme ils le souhaitent les 1 500 milliards d'euros de dépenses publiques, les Français dépenseraient davantage qu'aujourd'hui sur le régalién (pour 80 % d'entre eux) et l'environnement (70 %), plutôt que sur le budget social. À l'inverse, 80 % des Français envisagent une dépense sociale plus faible qu'elle ne l'est en réalité.
- **Face à un exercice de réduction des dépenses actuelles, les Français sont sélectifs dans leurs coupes budgétaires**. Une fois confrontés à la réalité de la dépense actuelle, poste par poste, et à un exercice visant à réduire le total de 150 milliards d'euros pour équilibrer le budget, les Français privilégient des coupes ciblées. Ils penchent pour une réduction de 10 % des dépenses de protection sociale, de 26 % sur les loisirs et la culture, et de 56 % sur les aides économiques et militaires à l'étranger.

Le détail du dossier

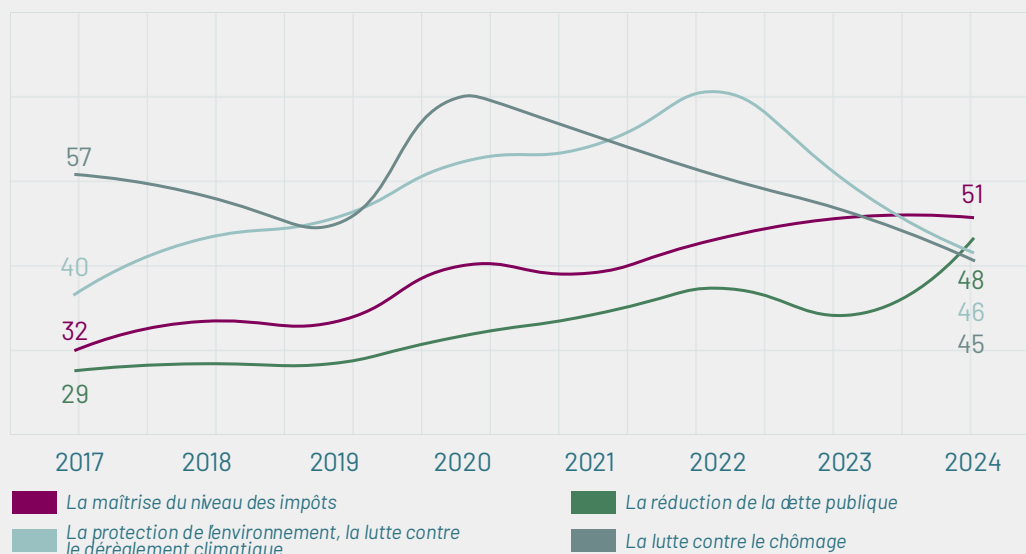
I. Les Français sont de plus en plus préoccupés par la question de la dette et des impôts, à un niveau jamais atteint depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017

Dans le contexte des débats sur les priorités budgétaires du gouvernement, l'intérêt des Français pour la maîtrise de la dette et des impôts s'intensifie. Selon notre sondage, la maîtrise du niveau des impôts et la diminution de la dette publique sont désormais considérées comme des enjeux « tout à fait prioritaires » par respectivement 51 % et 48 % des Français.

Ces deux préoccupations atteignent ainsi des niveaux inédits (+19 points chacune par rapport à 2017), surpassant même des enjeux historiques en France, tels que la lutte contre le chômage (45 %) et la protection de l'environnement (46 %).

Impôts et dettes : une préoccupation majeure pour les français, devant le chômage et l'environnement

Proportion de Français estimant que chacun des thèmes suivants est tout à fait prioritaire pour les mois à venir, en %



Source : Sondage Ifop pour Hexagone, réalisé du 29 au 30 octobre 2024 auprès d'un échantillon de 2 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

 @Hexagone_org

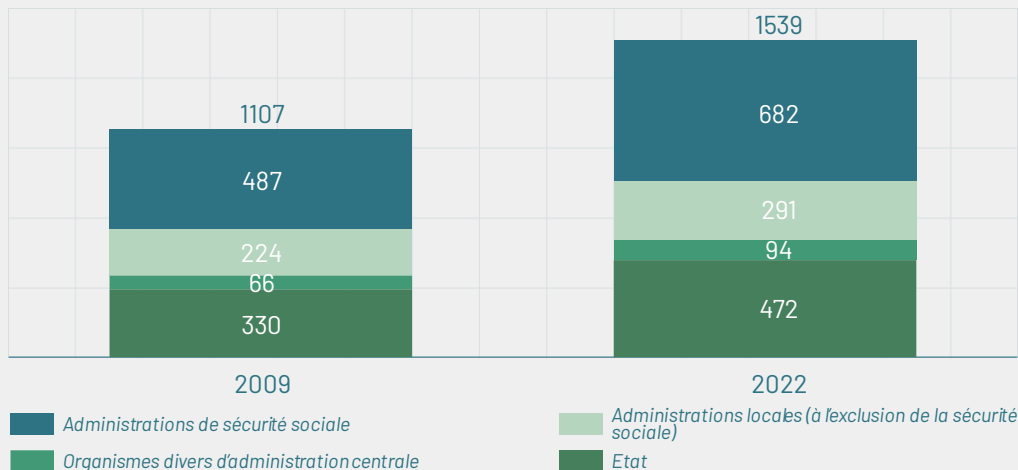
II. Un dérapage rapide des finances publiques, pour un bénéfice décevant

Les dépenses publiques en France explosent depuis 15 ans

La dépense publique représente l'ensemble des sommes que l'État et les collectivités territoriales (régions, communes, etc.) consacrent à divers services et investissements pour gérer la société et l'économie. Elle couvre des domaines comme l'éducation, la santé, la sécurité, les infrastructures (routes, ponts) et les aides sociales.

Depuis 2009, les dépenses publiques ont augmenté d'environ 40%

Répartition des dépenses des administrations publiques en France, en milliards d'euros



Note : hors effet d'inflation, la dépense publique a augmenté de 20% sur la période

Source : Insee, Comptes nationaux annuels

 @Hexagone_org

En 2022, la dépense publique s'élevait à environ 1 500 milliards d'euros, dont près de la moitié (682 milliards d'euros) était dédiée aux dépenses de protection sociale, contre 471,8 milliards pour l'administration de l'État. En 2009, elle atteignait « seulement » 1 107 milliards d'euros, dont 329,8 milliards pour l'administration de l'État.

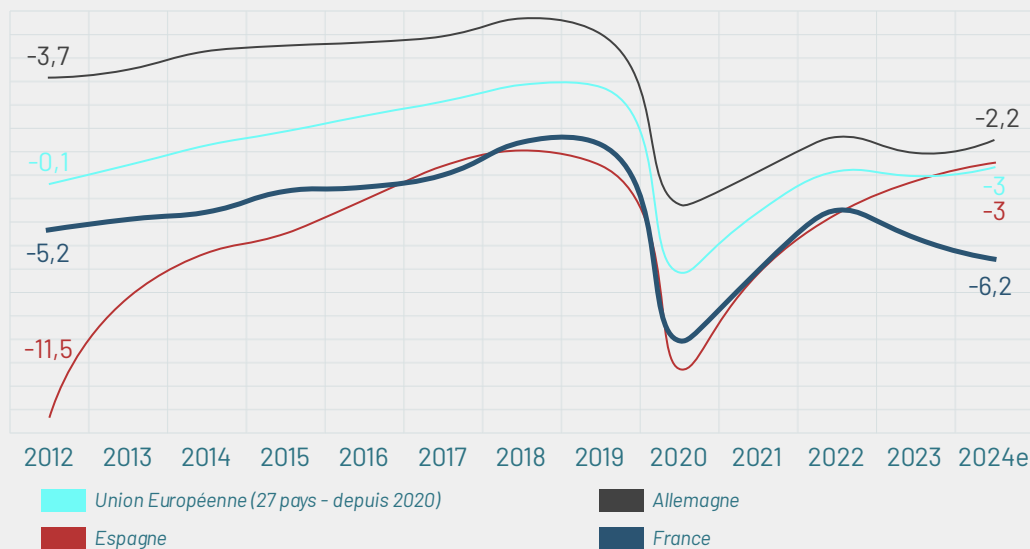
Déficit public : la France vit largement au-dessus de ses moyens

Lorsque les dépenses du gouvernement dépassent ses recettes, on parle alors de déficit public. Cela se produit lorsque l'État dépense plus qu'il ne gagne par les impôts et autres sources de revenus (cotisations sociales, redevances, dividendes et emprunts). Il est généralement exprimé en points de PIB.

En 2023, le déficit de la France s'élevait à -5,5 % du PIB, l'un des plus importants de l'Union européenne, et bien supérieur au critère fixé par Maastricht, qui vise un déficit public ne dépassant pas les 3 %. La France a dépassé ce taux chaque année depuis 2012, à l'exception de 2018 et 2019.

La trajectoire du déficit public en France est particulièrement alarmante

Déficit des dépenses publiques en Europe, en pourcentage du PIB



Source : Eurostat (tec00127) ; Commission européenne (Prévisions économiques de l'automne 2024)

@Hexagone_org

Si l'État était une entreprise, on comparerait plutôt le déficit aux recettes, ce qui donnerait une perte opérationnelle de 11 % de son chiffre d'affaires sur les 5 dernières années. Un montant de 700 milliards d'euros, soit plus que le PIB annuel d'un pays comme la Suède.

Si on mesurait le déficit de l'État comme celui d'une entreprise, on enregistrerait en moyenne une perte opérationnelle de 11% sur les 5 dernières années

Perte opérationnelle de l'état sur les 5 dernières années.



Source : INSEE, « Les comptes de la Nation en 2023 » (mai 2024)

 @Hexagone_org

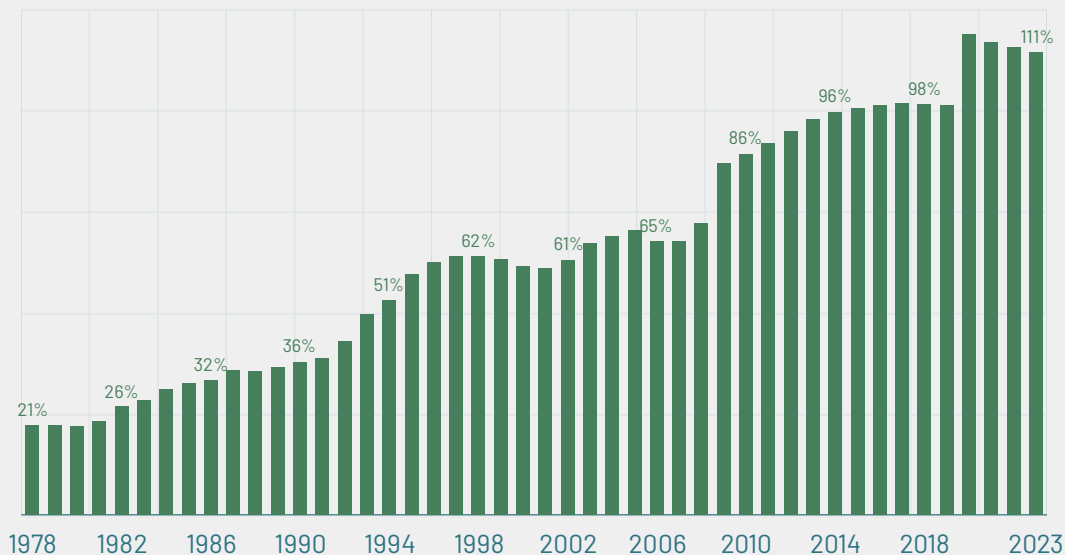
La dette publique : un stock alimenté par le déficit public que la France peine à maîtriser

La dette publique correspond à l'ensemble des sommes que l'État doit à ses créanciers. Elle provient essentiellement de l'accumulation des déficits publics.

Depuis 2020, la dette publique française a dépassé les 100 % du PIB, atteignant 110,6 % en 2023. Bien qu'en légère baisse, elle reste à un niveau historiquement élevé.

L'endettement a été multiplié par 5 en une quarantaine d'années

Dettes des administrations publiques au sens de Maastricht, en % du montant du PIB



Source : FMI, General Government Debt

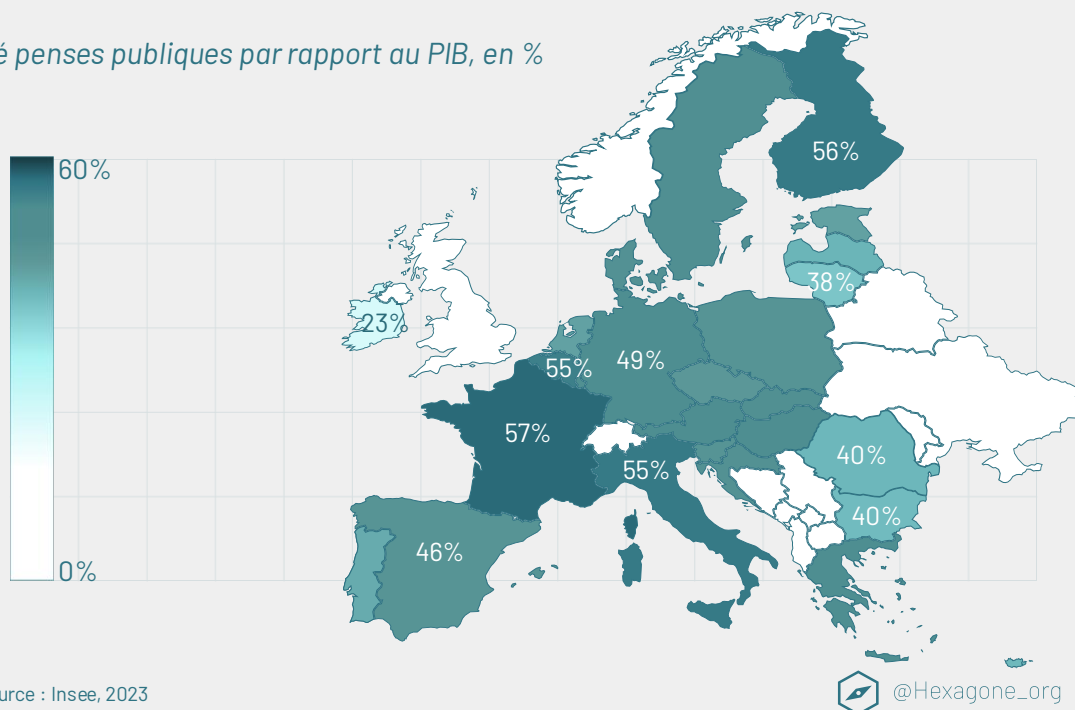
 @Hexagone_org

Les comptes publics de la France sont non seulement préoccupants par rapport à ceux de nos voisins, mais aussi économiquement inefficaces

La dépense publique en France représente jusqu'à 57 % du PIB annuel, ce qui en fait le taux le plus élevé de l'Union européenne, juste devant la Finlande avec 56 %.

La France championne de la dépense publique

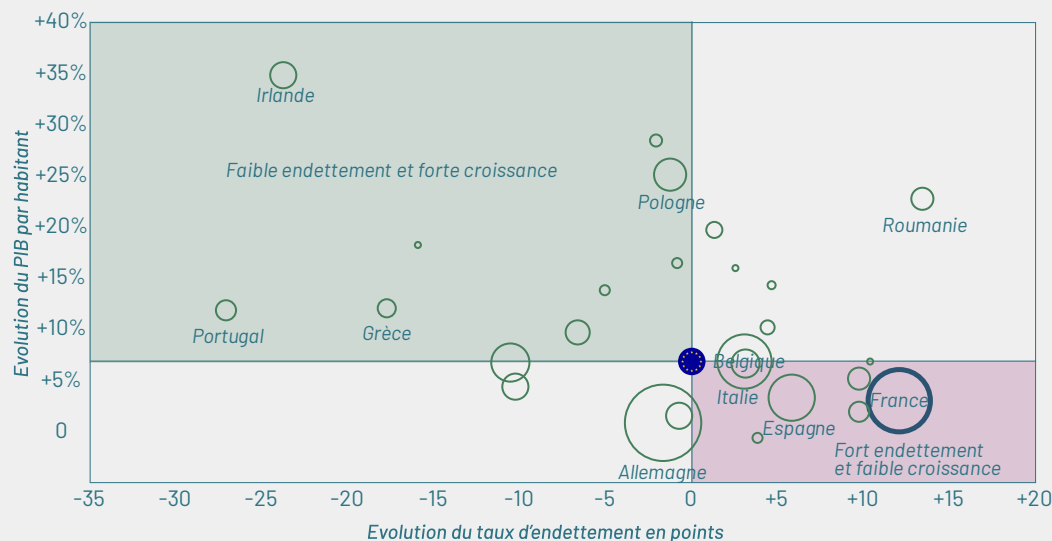
Dépenses publiques par rapport au PIB, en %



Ainsi, la France est championne des dépenses publiques et de l'endettement, pour un niveau de croissance quasi nul. Entre 2017 et 2023, notre pays a connu une croissance de son taux d'endettement de 12 points, pour une progression de son PIB par habitant de seulement 3 %. À titre de comparaison, la Pologne a augmenté son PIB par habitant de 25 % tout en réduisant son taux d'endettement de 1 point.

Depuis 2017, la France est l'un des pays qui s'est le plus endetté en Europe, pour l'une des plus faibles croissances

Evolution du "PIB réel par habitant" de 2017 à 2023. Taille des bulles proportionnelles au PIB total du pays en question (2023)



Source : Eurostat, "PIB réel par habitant" (sdg_08_10) et "Déficit/surplus, dette et données associées du gouvernement" (gov_10dd)

 @Hexagone_org

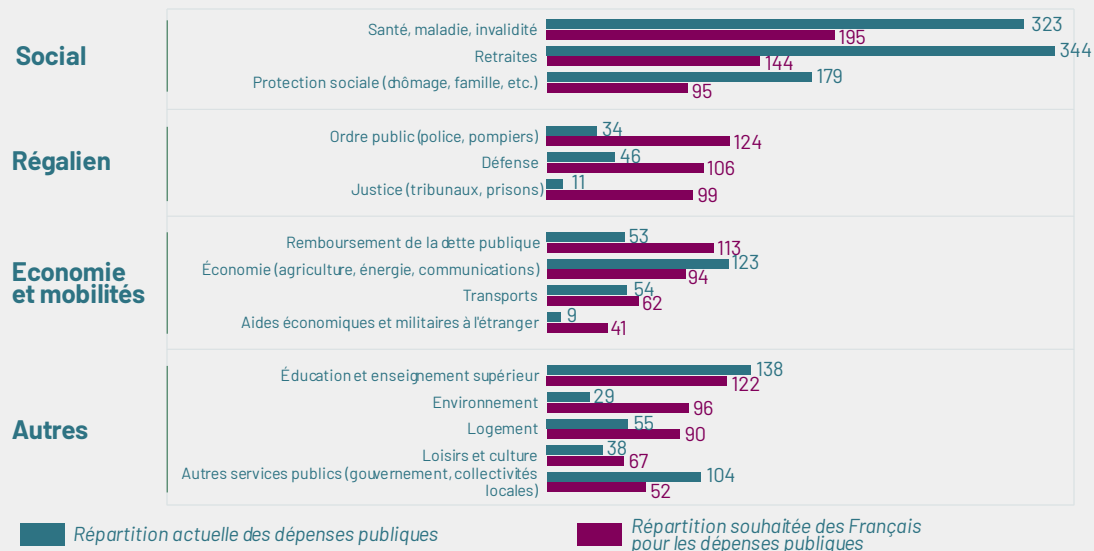
III. Entre la dépense publique actuelle et l'idéal des Français dans la répartition des dépenses, un fossé se creuse au profit des dépenses régaliennes

Décalage entre l'allocation idéale de la dépense publique imaginée par les Français et la réalité actuelle

Dans ce dossier sur la dépense publique, Hexagone a interrogé près de 2 000 Français sur la répartition qu'ils feraient des 1 500 milliards d'euros de dépenses publiques entre 15 postes principaux.

Spontanément les Français alloueraient moins de dépenses au social et plus au régalien

Répartition idéale de la dépense publique souhaitée par les Français, en milliards d'euros



Source : Sondage Ifop pour Hexagone, réalisé du 29 au 30 octobre 2024 auprès d'un échantillon de 2 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

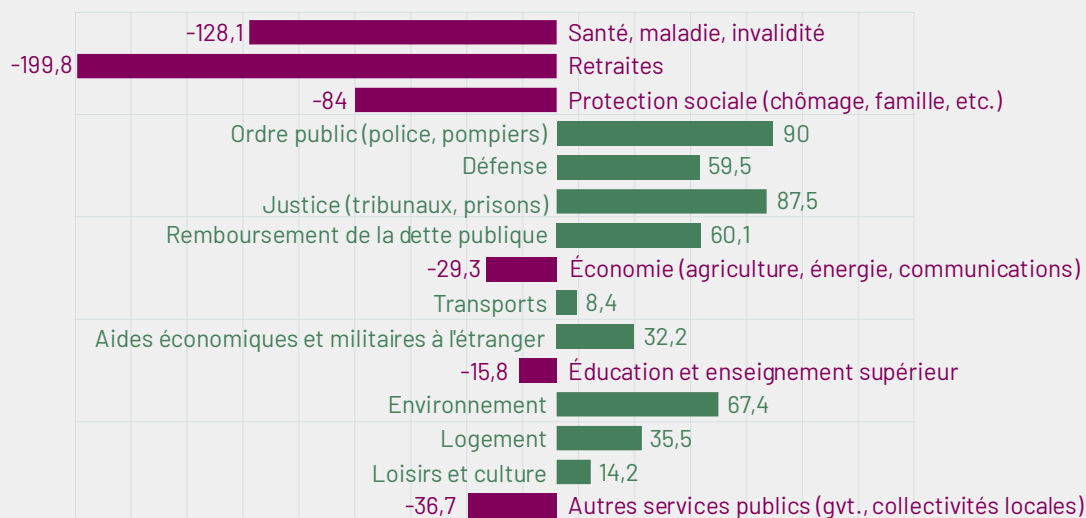
@Hexagone_org

Comparée à la répartition actuelle, leur vision révèle des différences marquées entre le budget idéal des Français et la structure actuelle des dépenses.

Ainsi, les Français se disent prêts à allouer bien davantage aux domaines régaliens et moins aux dépenses sociales. Avec ce « grand chamboulement », les Français retireraient ainsi près de 200 milliards alloués actuellement aux retraites et près de 85 milliards à la protection sociale. À l'inverse, ils donneraient environ 90 milliards de plus à l'ordre public et à la justice, mais également 67 milliards à l'environnement.

Spontanément, les Français proposent un budget retraites 200 milliards inférieur à la réalité

Ecart entre dépense publique idéale selon les Français et dépense réelle en 2022, en Milliards d'euros



Source : Sondage Ifop pour Hexagone, réalisé du 29 au 30 octobre 2024 auprès d'un échantillon de 2 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

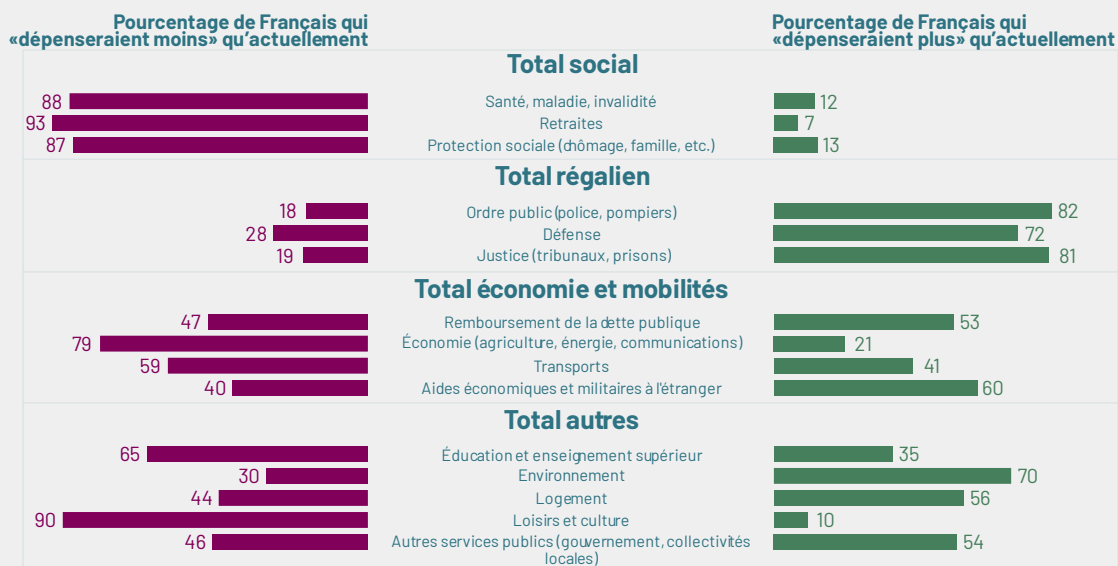


@Hexagone_org

Plus globalement, plus de 80 % proposent de baisser les budgets alloués à notre modèle social (santé, retraites, protection sociale), contre plus des trois quarts qui augmenteraient les budgets régaliens pour le maintien de l'ordre public, de la défense et de la justice. Signe de l'inquiétude vis-à-vis de cette question, plus de la moitié des Français (53 %) seraient prêts à allouer davantage au remboursement de la dette qu'actuellement.

Spontanément, 93 % des Français dépenseraient moins qu'actuellement en matière de retraites

Récapitulatif des postes dans lesquels les Français dépenseraient plus ou moins



Source : Sondage Ifop pour Hexagone, réalisé du 29 au 30 octobre 2024 auprès d'un échantillon de 2 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus



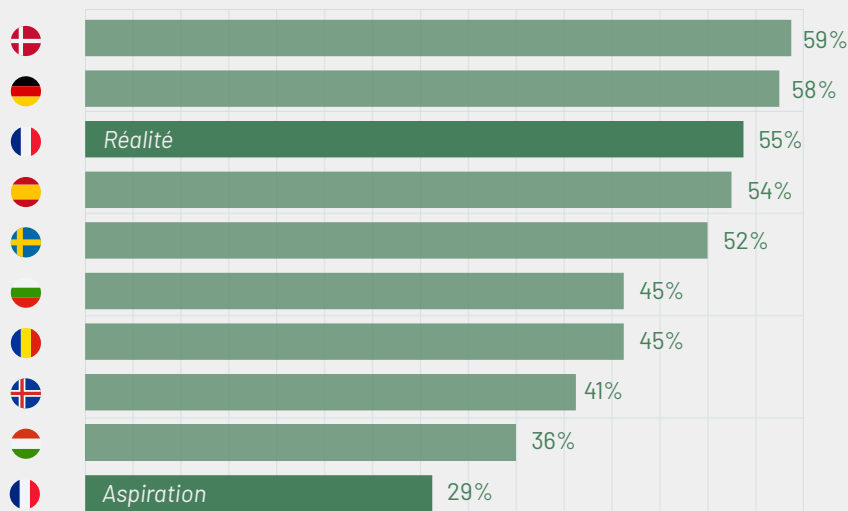
@Hexagone_org

L'allocation idéale des Français placerait la France dans une position atypique en Europe

En classant les postes de dépenses selon les priorités idéales des Français, on observe que, dans ce scénario, la France se démarquerait de ses voisins européens. Par exemple, les dépenses sociales ne représenteraient que 29 % du total, loin des 55 % actuels et bien en dessous de celles d'autres pays européens comme la Hongrie (36 %).

Les aspirations des Français en matière de dépenses sociales sont en décalage avec les autres modèles sociaux

Dépenses en matière sociale à travers l'Europe, en % du total des dépenses publiques
Périmètre : retraites, santé, protection sociale hors logement



Source : Sondage Ifop pour Hexagone, réalisé du 29 au 30 octobre 2024 auprès d'un échantillon de 2 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

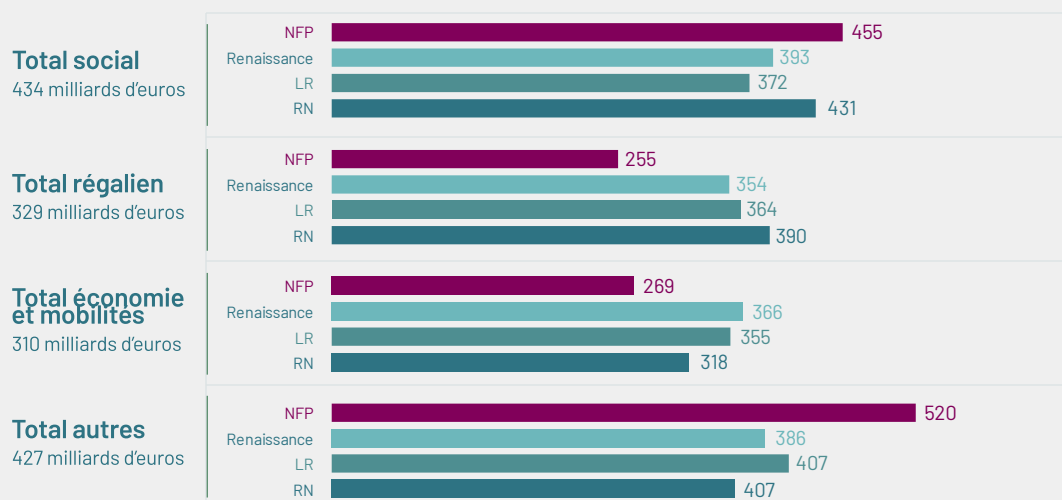
 @Hexagone_org

À l'inverse, les Français alloueraient 22 % du budget aux fonctions régaliennes, contre seulement 6 % aujourd'hui, dépassant largement les pays européens qui dépensent le plus dans ce domaine, tels que la Roumanie, l'Estonie et la Bulgarie (10 %).

Un consensus se dessine entre électeurs Renaissance, LR et RN sur la « bonne » allocation des ressources

Un consensus se dessine entre électeurs Renaissance, LR et RN sur la dépense publique

Répartition souhaitée des dépenses publiques par les Français en moyenne, en milliards d'euros



Note de lecture : En moyenne, les électeurs du Rassemblement National allouent 390 milliards d'euros aux dépenses dans les domaines régaliens.

Réponses en fonction du vote au premier tour des élections législatives 2024 (moyenne en milliards d'€)

Source : Sondage Ifop pour Hexagone, réalisé du 29 au 30 octobre 2024 auprès d'un échantillon de 2 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

 @Hexagone_org

Un enseignement plus politique ressort également de ce sondage : les électeurs de Renaissance, des Républicains et du Rassemblement national se rejoignent dans leurs réponses. D'une part, ils alloueraient spontanément plus de ressources aux missions régaliennes et moins à la protection sociale. D'autre part, ils ont tendance à prioriser les mêmes postes d'économies potentielles. Les électeurs du NFP se distinguent, en privilégiant notamment une réduction plus marquée des dépenses régaliennes.

Au-delà d'un budget idéal radicalement différent de l'actuel, les Français se montrent plus mesurés dans les économies à réaliser pour atteindre l'équilibre budgétaire

L'enquête proposait aux répondants un deuxième exercice : en repartant cette fois-ci des dépenses réelles, il s'agissait d'identifier les postes sur lesquels économiser environ 150 milliards d'euros, soit le montant nécessaire pour atteindre l'équilibre budgétaire.

Les répondants seraient alors enclins à réduire significativement les aides économiques et militaires à l'étranger (-56 %), ainsi que les budgets alloués aux loisirs et à la culture (-26 %). Confrontés à un arbitrage difficile lors de ce deuxième exercice, les Français se montrent plus réticents à couper dans les dépenses sociales (-10 % sur la protection sociale hors maladie et retraite).

Les Français suggèrent des économies particulièrement importantes sur les aides à l'étranger et les loisirs

Réponse à la question : « Afin d'avoir un budget équilibré pour la France, il faudrait réduire d'environ 150 milliards d'euros la dépense publique. Où iriez-vous trouver cet argent si vous étiez en charge des finances publiques de l'Etat ? »

	Economies souhaitées par les Français pour réduire le déficit (en Md€)	Répartition actuelle du budget (en Md€)	Poids des économies réalisées dans le budget total (en%)
Total social			
Santé, maladie, invalidité	-10	sur 323	3
Retraites	-10	sur 344	3
Protection sociale (dômage, famille, etc.)	-18	sur 179	10
Total régalien			
Ordre public (police, pompiers)	-6	sur 34	18
Défense	-10	sur 46	22
Justice (tribunaux, prisons)	-4	sur 11	36
Total économie et mobilités			
Remboursement de la dette publique	-13	sur 53	25
Économie (agriculture, énergie, communications)	-10	sur 123	8
Transports	-9	sur 54	17
Aides économiques et militaires à l'étranger	-5	sur 9	56
Total autres			
Éducation et enseignement supérieur	-8	sur 138	6
Environnement	-7	sur 29	24
Logement	-8	sur 55	15
Loisirs et culture	-10	sur 38	26
Autres services publics (gouvernement, collectivités locales)	-22	sur 104	21

Source : Sondage Ifop pour Hexagone, réalisé du 29 au 30 octobre 2024 auprès d'un échantillon de 2 002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus



@Hexagone_org

Confrontés à un arbitrage contraint de 150 milliards d'euros pour atteindre l'équilibre budgétaire, les Français privilégient des réductions ciblées. Ils touchent ainsi moins aux dépenses sociales, ne proposant que 10 % d'économies sur la protection sociale et 3 % sur les retraites. À l'inverse, les coupes sont plus drastiques dans les aides économiques et militaires à l'étranger (-56 %), mais aussi dans la justice (-36 %) et le remboursement de la dette (-25 %). Les postes santé et retraites, avec seulement 3 % de réduction chacun, restent largement épargnés.

Rédaction : François Pierrard & Paul Cébille

Contact : contact@observatoire-hexagone.org

Réseaux sociaux : [X](#) | [LinkedIn](#) | [Instagram](#) | [Facebook](#)